ETAT DE MISE EN OEUVRE DE LA DECLARATION SUR LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES (DSE) AU SAHEL, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) ET NIGÉRIA

NOTE DE PLAIDOYER

JOINING FORCES For All Children · Save the Children · PLAN INTERNATIONAL · World Vision · ChildFund

SOMMAIRE

01 Introduction

02 Une éducation régionale mise en péril par l'aggravation des crises

03 Le rôle clé de la DSE dans la protection de l'éducation des enfants

04 Le partenariat étatique comme moyen de faire avancer la mise en oeuvre de la DSE

05 L'engagement communautaire et de la société civile comme vecteur de changement

06 Efforts pour renforcer les instruments juridiques afin de garantir un environnement protecteur pour les écoles

07 Conclusion & Recommandations

INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest et du Centre est confrontée à ses plus importants besoins humanitaires. 67,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, dont près de 14 millions d'enfants dans le secteur de l'éducation[1].

La recrudescence de la violence dans la région a sérieusement compromis les perspectives de survie, d'éducation et de développement des enfants. En 2022, 57 millions d'enfants d'Afrique centrale et de l'Ouest n'étaient pas scolarisés, ce qui représente près d'un quart des enfants dans le monde[2]. En mars 2023, 13 731 écoles restaient fermées dans la région (6 134 au Burkina Faso, 1 762 au Mali, 1 344 en République démocratique du Congo (RDC), 878 au Niger, 181 au Nigeria) comme conséquence directe des attaques de groupes armés non identifiés ou du climat d'insécurité.[3] En plus des morts et blesssés, les attaques entraînent souvent une forte baisse de l'assiduité des élèves, des problèmes de déploiement et de rétention des enseignants dans les zones d'insécurité.

La Déclaration sur la sécurité à l'école (DSE) vise à atténuer les effets des conflits armés sur l'éducation en encourageant les États et les partenaires à favoriser un environnement protecteur pour l'éducation dans les contextes fragiles. Depuis son lancement en 2015[4], 17 des 27 États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont signé la déclaration, la République du Congo étant le plus recent en Octobre 2022[5]. L'approbation et l'adhésion à ses lignes directrices signifient que les pays s'engagent à mettre en place toutes les structures et politiques nécessaires à la mise en œuvre de la déclaration. Il s'agit notamment de mettre en place un comité de pilotage national chargé du suivi de la déclaration, de rendre compte des attaques contre les écoles et d'intégrer la DSE dans le cadre juridique national.

Cette note mettra en lumière la situation de l'éducation attaquée dans le Sahel central, en RDC et au Nigeria, les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration dans la région et les lacunes. Elle se concentrera particulièrement sur les structures mises en place pour l'opérationnalisation, les actions entreprises et le cadre juridique. Ce document ne couvrira pas en profondeur le rapportage et le suivi des cas d'attaques et la répression des auteurs de violations.

UNE ÉDUCATION RÉGIONALE MISE EN PÉRIL PAR L'AGGRAVATION DES CRISES

57 millions d'enfants en Afrique centrale et de l'Ouest n'ont pas eu d'accès aux bancs d'école en 2022 en raison de l'insécurité [6]. La région a été l'une des plus touchées par les attaques contre l'éducation en 2020 et 2021, avec des conflits impliquant des groupes armés non identifiés et prenant une dimension transfrontalière. Sur la base des données collectées par le mécanisme de suivi de la protection régionale, le Projet 21[7], 51% des enfants d'Afrique centrale et occidentale n'ont pas accès à l'enseignement secondaire formel en raison de la fermeture des écoles sous la menace de groupes armés[8]. Entre janvier 2018 et Juin 2023 au moins 130 incendies criminels d'écoles ont été signalés au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger et au Nigéria [9].

> *L'école est devenue difficile pour nous parce que les bruits d'explosion dans les locaux de notre école détruisent l'Abécédaire dans notre esprit* - Citation d'un enfant touché par le conflit à Yobe, au Nigeria

Au Nigeria, 70 incidents d'attaques contre des écoles ont été enregistrés entre avril 2014 et décembre 2022, entraînant la mort de 184 apprenants et 88 blessés[10]. Dans certains cas, les filles ont été continuellement et délibérément prises pour cible, que ce soit sur le chemin de l'école ou à l'école, mais aussi parce qu'elles ont été forcées à se marier, devenir des enfants soldats et exposées à la violence sexuelle. Au Burkina Faso, plus de 250 cas d'attaques ou de menaces d'attaques contre des enseignants ont été signalés en 2021. En juin 2023, 6 149 écoles étaient fermées dans le pays[11] qui abrite près de la moitié des écoles fermées en Afrique centrale et de l'Ouest [12], laissant plus d'un million d'enfants non scolarisés [13]et vulnérables aux mariages précoces, au travail des enfants ou au recrutement par des groupes armés. Au cours de la même période, 958 écoles primaires ont été fermées au Niger [14]. Le Mali fait partie des quatre pays avec les cas d'attaques contre les écoles les plus élevés en 2022.[15] Un peu plus de 463 000 enfants continuent d'être affectés par la fermeture de plus de 1 545 écoles au Mali en raison de l'insécurité[16].

L'interruption de l'enseignement causée par les attaques a exposé de nombreux enfants à des risques accrus de violences basées sur le genre, de travail des enfants, de mariage d'enfants, d'enlèvement, de mutilation, de traumatisme ou de recrutement par des groupes armés, pour n'en citer quelques-uns. Les attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles compromettent l'accès des filles à une éducation sûre et de qualité. Entre 2015 et 2019, les filles ont été directement visées ou plus exposées aux attaques en raison de leur genre en RDC et au Nigéria[17]. Les attaques contre l'éducation peuvent entraîner des mariages forcés, des grossesses non désirées résultant de viols et de grossesses précoces, une stigmatisation et des problèmes psychologiques qui réduisent la probabilité que les filles retournent à l'école.[18]

> *« Je suis heureuse de retourner à l'école. Je vais toujours à mes cours, même si je n'ai pas pris de petit-déjeuner. Étudier est plus important que manger ».*
> Charlotte 11 ans République Démocratique du Congo RDC

Pour les filles, lorsque nous abandonnons l'école, même pour de courtes périodes, nous sommes forcées de nous marier. La situation s'est aggravée avec l'arrivée du COVID-19, qui nous a obligées à rester à la maison et a également fait que beaucoup de nos amies sont tombées enceintes. Nous nous joignons aux membres de l'alliance Joining Forces pour réclamer dès maintenant des écoles sûres au Sahel [21], Extrait d'une lettre ouverte des enfants du Sahel aux dirigeants mondiaux lors de la conférence d'Abuja en 2021

Certains pays de la région ont également connu une augmentation des cas de violations graves à l'encontre des enfants, le Burkina Faso enregistrant une hausse de 84 % des cas de violations graves à l'encontre des enfants en 2022[19]. La RDC a enregistré le plus grand nombre de violations graves, avec pas moins de 2 420 enfants victimes de meurtres et de mutilations, d'enlèvements, de violences sexuelles, de recrutement et d'utilisation, selon le rapport annuel du Secrétaire général des Nations unies sur les enfants et les conflits armés de cette année[20].

LE RÔLE CLÉ DE LA DSE DANS LA PROTECTION DE L'ÉDUCATION DES ENFANTS

Le DSE est un outil formidable qui est venu préciser les responsabilités de chaque pays dans la sécurisation et la protection de leurs écoles contre les attaques. Cela a conduit à une vague d'endossements par les États pour démontrer leur volonté de se conformer aux normes internationales. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 17 États sur 27 ont adhéré à la declaration depuis 2015[22]. L'adhésion aux lignes directrices sur le DSE signifie que ces pays s'engagent à prendre des mesures substantielles pour soutenir la mise en œuvre de la déclaration et de ses lignes directrices.

Il s'agit notamment de la mise en place d'un comité national chargé de suivre la mise en œuvre de la déclaration, du rapportage des cas d'attaques contre les écoles et de l'intégration de la DSS dans le cadre juridique national. Au niveau régional, en juin 2021, Save the Children a mis en place la plateforme SSD Sahel sur la mise en œuvre de la DSE. Cette plateforme, qui regroupe des ONG internationales, des agences onusiennes et des représentants des différents ministères actifs dans la mise en œuvre de la DSE au Mali, au Burkina Faso et au Niger, est un forum de collaboration et d'échange entre les pays sur les meilleures pratiques dans la mise en œuvre de la Déclaration et pour assurer un meilleur suivi de son appropriation par les acteurs. En plus de l'initiative régionale, des organisations comme Save the Children, en collaboration avec des partenaires, ont aidé les pays à renforcer leurs cadres institutionnels et juridiques pour la mise en œuvre de la DSE et à impliquer la société civile et les communautés dans le processus.

LE PARTENARIAT ÉTATIQUE COMME MOYEN DE FAIRE AVANCER LA MISE EN OEUVRE DE LA DSE

L'un des meilleurs moyens de faire avancer la mise en oeuvre de la déclaration a été d'impliquer les États eux-mêmes dans sa mise en œuvre. Ce travail est renforcé par les comités nationaux de suivi dirigés par les États eux-mêmes. Ces comités, composés d'ONGI, d'agences des Nations unies, de ministères et d'organisations de la société civile, assurent le suivi de la mise en œuvre de la DSE par le biais d'un plan d'action annuel défini.

Mali

En 2018, le gouvernement malien, à travers un décret, a mis en place un comité de pilotage national pour suivre la mise en œuvre de la DSE, ainsi que neuf comités techniques régionaux et quatre comités techniques locaux. Résultat d'un intense plaidoyer mené par Save the children et d'autres partenaires, la mise en place de ces comités, dirigés au niveau national par le directeur national adjoint de l'enseignement fondamental et les gouverneurs au niveau régional, a permis de signaler les cas de violation des lignes directrices du DSS et de prendre des mesures pour y pallier.

> *"Il y a quelques mois, après une session de formation sur le DSS dans une communauté locale, j'ai été informé d'un cas d'occupation d'une école par des forces militaires. Grâce au canal de communication ouvert avec les forces au sein du comité national, j'ai pu rapidement transmettre l'information au responsable, qui a retiré l'unité de l'école.",*
> Mamadou Kanté, directeur national adjoint de l'enseignement fondamental du Mali

Les comités ont activement contribué à la série d'ateliers sur la mise en oeuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et aux formations destinées aux organisations de la société civile ainsi qu'aux militaires.

Nigeria

Au Nigeria, l'État a un important leadership et une présence significative dans la plupart des groupes qui visent à sécuriser les écoles. Par exemple, le groupe de travail sur l'éducation en situation d'urgence (EIEWG) a créé un comité interministériel (IMC) chargé de la mise en œuvre de la DSE et de ses lignes directrices. Le Nigeria a également élaboré et lancé un plan national pour le financement d'écoles sûres (2023-2026). Ce plan a conduit à la création du Centre national de coordination de la réponse à la sécurité dans les écoles (NSSRCC). Le centre est chargé de surveiller et de rassembler les menaces d'attaques en vue de les atténuer. Il est également chargé de fournir une réponse efficace en cas d'attaque. Le centre a mis en place des équipes spéciales de sécurité dans les écoles au sein du corps de sécurité et de défense civile du Nigeria et des forces de police nigérianes.

Burkina Faso

Le Burkina Faso est le pays le plus récent à avoir mis en place un comité national pour superviser la mise en œuvre de la DSE. Le 14 août 2023, sous la direction du ministère en charge de l'éducation, un arrêté interministériel conjoint a été signé. Save the Children a joué un rôle de premier plan, aux côtés d'autres organisations, en plaidant pour la création de ce comité de pilotage, en élaborant les projets de note technique et d'arrêté ministériel, qui ont été utilisés comme document de référence pour aboutir à l'arrêté final.

Niger

Le Niger, quant à lui, n'a pas encore mis en place de comité de pilotage national, bien qu'il dispose de deux comités régionaux. Le Niger dispose également de structures plus générales dédiées à la protection de l'éducation dans les situations d'urgence, intégrées dans les ministères de l'éducation. Par exemple, le ministère de l'éducation a mis en place une cellule d'urgence pour coordonner les actions visant à assurer l'accès à l'éducation dans un environnement protecteur. Si l'objectif de ces structures est d'assurer la protection de l'éducation dans les situations d'urgence, leurs plans d'action ne se concentrent pas uniquement sur la sécurisation des écoles et ne réunissent pas les principaux acteurs impliqués dans cette dernière.

République démocratique du Congo (RDC)

ILa RDC dispose d'un groupe de travail composé de 7 ONG pour superviser la mise en œuvre de la DSE. En septembre 2022, lors du sommet pour la démocratie initié par Save the Children dans le pays, les principaux ministères et partenaires impliqués dans le DSS ont pris l'engagement commun de mettre en place d'urgence un comité de pilotage national. Le processus est toujours en cours.

Pour certains des quatre pays qui ont mis en place des comités techniques, l'un des principaux problèmes reste l'insuffisance du financement pour mettre en œuvre les plans d'action annuels des comités. En RDC, par exemple, le groupe de travail sur la DSE est resté inactif depuis sa mise en place en 2022 en raison de problèmes structurels. Seule une partie du plan d'action du comité national de pilotage de la DSE au Mali a été couverte en raison d'un manque de financement, et la plupart des comités régionaux qui ont été mis en place sont restés inactifs.

L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME VECTEUR DE CHANGEMENT

> *"Nous souhaitons vous faire part de nos préoccupations quant au fait que de nombreux enfants n'ont plus accès à l'école. Vous pouvez donc continuer à travailler pour que les enfants aient accès à l'éducation et se sentent en sécurité. "*, extrait de la lettre ouverte des enfants de Dori au gouvernement[23]

Un grand nombre des 13 731 écoles ont été fermées dans une partie de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale à la suite d'attaques directes par des groupes armés non identifiés (NSAG)[24]. Dans la plupart de ces contextes, les chefs religieux et communautaires ont un point d'entrée avec ces groupes. Privilégier une approche communautaire pour sensibiliser les groupes dans les cas où le contact est ouvert s'est donc avéré fructueux. Le renforcement des capacités des communautés en matière de DSE a donc constitué une avancée importante dans la région.

Au Burkina Faso, les organisations locales prennent part au mécanisme de suivi et de rapportage (MRM) en documentant les six violations graves contre les enfants. Au sein du comité de suivi de la DSE, les organisations de la société civile (OSC) travaillant dans le domaine de l'éducation sont représentées et participent activement aux discussions. Malgré les difficultés rencontrées pour atteindre les groupes armés, Save the children et ses partenaires ont développé des approches alternatives pour poursuivre la promotion et la diffusion de la DSE et de ses lignes directrices au sein des communautés et des parties prenantes au conflit. Une série de formations a déjà été organisée à l'intention des agents clés des ministères de l'éducation et des communautés.

> ***« On ne peut pas savoir ce qui affecte un enfant sans le lui demander »***
> ***Citation d'un enfant touché par le conflit à Borno***

Au Mali, par exemple, en plus de la sensibilisation des groupes armés et d'autres acteurs, Save the children et ses partenaires ont aidé le comité de pilotage national à mener diverses campagnes de sensibilisation au sein des communautés sur la DSE. Cela a conduit les communautés à prendre la tête de négociations informelles avec les groupes armés, ce qui a permis la réouverture de quelques écoles dans le centre du Mali, plus précisément dans la région de Mopti. Outre l'engagement direct des communautés, la localisation est l'approche promue pour conduire le changement. La société civile locale et les partenaires locaux soutenus ont été à l'avant-garde des initiatives visant à rouvrir les écoles en travaillant en étroite collaboration avec les communautés. Par exemple, en 2019, le comité des Enfants et Jeunes Ambassadeurs de la Paix (EJAP), composé d'organisations de la société civile et mis en place avec le soutien de Save the Children dans la région de Mopti, au centre du Mali, a réussi à négocier avec les acteurs armés, la réouverture des écoles dans deux localités des cercles de Bandiagara et de Bankass. Il en va de même pour les partenaires locaux, qui mènent régulièrement des campagnes de sensibilisation auprès des chefs de communautés.

Au Nigeria, l'implication du Parlement des enfants, des Girls Champions et des clubs de défense des droits de l'enfant a également été un outil de diffusion et de sensibilisation de la DSE. Les parlements et d'autres groupes d'enfants ont pris part à plusieurs initiatives et conférences. Par exemple, le parlement des enfants de Borno a représenté d'autres enfants à travers le monde lors de la quatrième conférence internationale sur le DSE à Abuja (2021) et a présenté le manifeste des enfants[25].

Madina Abdulkadri, membre du Parlement des enfants de l'État de Borno (Dikwa) et championne de Save the Children, âgée de 15 ans, a récité son poème intitulé "L'enfant dans le conflit". Elle a plaidé pour l'arrêt de la guerre contre les enfants, souligné qu'il n'y a pas de paix lorsque les enfants sont en guerre, et noté que les décisions devraient être prises avec les enfants afin que leurs voix puissent être entendues. Elle a terminé en soulignant que l'éducation des enfants "réserve un meilleur avenir à la nation"[26]

Malgré tous les efforts déployés et les résultats obtenus, le besoin d'un soutien matériel et financier crucial pour permettre aux partenaires locaux et à la société civile locale de mener à bien les activités autour de la réouverture des écoles reste important.

EFFORTS POUR RENFORCER LES INSTRUMENTS JURIDIQUES AFIN DE GARANTIR UN ENVIRONNEMENT PROTECTEUR POUR LES ÉCOLES

Outre les activités de sensibilisation menées, l'adoption de la DSE a ouvert la voie à la protection du droit à l'éducation dans de nombreux contextes. Les efforts déployés pour intégrer la DSE dans le cadre juridique des pays constituent une avancée pour la région.

Au Nigeria, avec le soutien d'organisations telles que Save the Children, le plaidoyer du comité interministériel a conduit à l'élaboration et à l'approbation d'une politique nationale sur la sûreté et la sécurité dans les écoles, ainsi que ses lignes directrices en Août 2021. Cette politique s'engage à faire en sorte que les institutions telles que le ministère fédéral de l'éducation intègrent la sûreté et la sécurité des écoles dans leurs fonctions[27]. Avant cela, le Nigeria disposait également d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux qui promouvaient les lignes directrices en matière de DSE, en particulier la loi sur les droits de l'enfant - une transposition de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant - qui contribue aux droits des enfants à des environnements scolaires sûrs et sécurisés.[28]Des normes minimales pour des écoles sûres ont également été élaborées en 2021 afin de communiquer les mécanismes à mettre en place par toutes les écoles pour faire face à tous les types de dangers et de violences afin de permettre la poursuite de la scolarité à tout moment. En outre, le guide du formateur DSE et les manuels des participants en 2021 par le ministère de la Défense avec le soutien financier de Save the Children sont actuellement utilisés pour former les agences de sécurité et les organisations de défense des droits de l'homme à la protection de l'éducation.

Au début de l'année, le gouvernement du Burkina Faso a adopté la Stratégie nationale pour l'éducation en situation d'urgence afin d'assurer la continuité de l'éducation pour les élèves en situation d'urgence.[29] Son objectif est de renforcer la résilience du système éducatif et de mettre en place des mécanismes appropriés et cohérents pour répondre aux principales situations d'urgence affectant l'éducation dans le pays, y compris les conflits armés, tout en intégrant des mesures de prévention, de préparation et de réponse aux crises. En 2019 déjà, le gouvernement du Burkina Faso avait fait un pas important vers la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en adoptant une stratégie pour la protection et la continuité de l'éducation dans les zones confrontées à des défis sécuritaires majeurs. Cette stratégie comprend le renforcement de la sécurité des écoles et la reconstruction des écoles endommagées ou détruites.[30]
Au Mali, un texte législatif sur la protection des écoles et des universités pendant les conflits armés a été élaboré sous la direction du comité national de suivi avec le soutien de Save the Children en 2022, en l'absence d'une législation nationale adaptée à la mise en œuvre efficace de la DSE, tant sur le plan matériel que procédural.

Dans des pays comme la RDC et le Niger, l'absence ou l'inactivité d'un comité national de suivi de la DSE pourrait en partie expliquer l'absence d'instruments juridiques relatifs aux lignes directrices . Pour les autres, la mise en œuvre en tant que telle est souvent perturbée par les différents mouvements et remaniements administratifs dus en partie à l'instabilité politique. Au Mali, par exemple, depuis l'élaboration du projet de texte, celui-ci peine à être pris en compte par les acteurs. Il y a également un problème d'appropriation de ces textes par manque de diffusion.

CONCLUSION

L'opérationnalisation de la DSE au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger), au Nigéria et en RDC a fait de grands progrès, grâce aux initiatives des enfants, des communautés et des Etats autour de la question avec le soutien des ONGI.

La mise en place de comités de pilotage nationaux dans tous ces pays, à l'exception du Niger et de la RDC, et les efforts pour intégrer la déclaration dans les instruments juridiques nationaux d'une part, mais aussi les cas concrets de réouverture d'écoles grâce à des campagnes de sensibilisation de l'autre part, en sont le reflet.

Malgré tout, l'instabilité politique dans la région ainsi que l'insuffisance des financements pour soutenir les plans d'action des comités nationaux et régionaux contribuent au ralentissement de l'opérationnalisation de la déclaration.

RECOMMENDATIONS

Les États sont encouragés à :

- Veiller à ce que des organes de décision et des mécanismes de coordination soient mis en place, financés et opérationnels, afin demettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles (DSE).

- Mettre l'accent sur le renforcement des capacités des communautés à négocier la réouverture des écoles fermées par le biais d'approches de médiation et de négociation basées sur la communauté.

- Mobiliser toutes les parties prenantes concernées afin de mettre en œuvre les engagements de la déclaration, y compris les lignes directrices de la DSE, dans le cadre des structures de coordination existantes ou nouvelles.
- Utiliser les comités de suivi existants pour encourager les rapports et les actions visant à remédier aux violations de la déclaration et à débloquer les fonds en conséquence.

- Consulter les enfants afin de s'assurer que leurs points de vue uniques et leurs expériences vécues servent de guide pour la mise en œuvre de la DSE

Partenaires financiers et techniques :

- Fournir davantage de ressources pour les initiatives locales de réouverture des écoles et les plans d'action élaborés par les comités nationaux de suivi et encourager l'échange de bonnes pratiques entre les pays afin d'améliorer l'appropriation et la mise en œuvre de la DSE.

- Soutenir les stratégies nationales pour la protection de l'éducation dans les situations d'urgence, d'une part, et les plans d'action pour la mise en œuvre de la DSE élaborés par les comités nationaux de suivi, d'autre part.

- Soutenir une coopération mondiale et régionale forte et un échange de bonnes pratiques et d'enseignements entre pays par l'intermédiaire du réseau de mise en œuvre dirigé par l'État ou de la plateforme SSD Sahel sur la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

- Tenir les États qui ont approuvé la DSE responsables de la mise en œuvre de leurs engagements lors de forums de haut niveau.

RECOMMANDATIONS

Les ONGI doivent :

- Soutenir le cadre de mise en œuvre de la DSE en renforçant le plaidoyer institutionnel en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de la législation relative à la déclaration.

- Intensifier leurs efforts de sensibilisation des parties prenantes au développement durable en impliquant davantage les organisations de la société civile dans la diffusion des lignes directrices.

- Aider la société civile et les communautés locales à s'approprier la déclaration, ses lignes directrices et ses outils de mise en œuvre, y compris la collecte de données, l'établissement de rapports et les actions de prévention, en appréciant leur influence au niveau de la communauté.

REFERENCES

1-2023 Humanitarian Needs and Response | ReliefWeb Response

2-In Central and West Africa, 57 million children, adolescents and youth aged from 6-18 years old are .

3-Unprecedented School Closures Jeopardise the Future of Millions in West and Central Africa - Burkina

4-Safe Schools Declaration – An inter-governmental political commitment to protect students, teachers, schools, and universities from the worst effects of armed conflict (protectingeducation.org)

5-Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, DRC, Mali, Niger,Nigeria, Sierra Leone, Senegal, Togo , Endorsement – Safe Schools Declaration (protectingeducation.org)

6-education_under_attack_2022_update-fr.pdf (humanitarianresponse.info)

7-https://response.reliefweb.int/west-and-central-africa/protection/projet-21

8-Microsoft Power BI

9-Education in Danger: Arson Attacks on Schools in West Africa - Burkina Faso | ReliefWeb

10-Education Under Attack in Nigeria | Save the Children's Resource Centre

11-Rapport statistique mensuel de données de l'Education en Situation d'Urgence du 31 mai 2023

12-le_burkina_faso_abrite_désormais_près_de_la_moitié_des_écoles_fermées_d'afrique_centrale_et_de_l'ouest (unicef.org) rapport statistique mensuel_esu_avril 2023.pdf

13-https://reliefweb.int/report/burkina-faso/rapport-statistique-mensuel-de-donnees-de-leducation-en-situation-durgence-du-31-mai-2023

14-https://reliefweb.int/report/niger/niger-school-closures-update-dg-echo-ministry-education-education-cluster-echo-daily-flash-06-june-2023

15-global coalition to protect education from attack, education under attack 2022.

16-Cluster Education Mali - Situation des Ecoles, juin 2023 - Mali | ReliefWeb

17-Global Coalition to Protect Education from Attack (2020), Education Under Attack

18-GCPEA (2019), "It's very painful to talk about": the impact of attacks on education for women and girls

19-atrocity alert no. 354: children and armed conflict and mali - mali | reliefweb

20-Atrocity Alert No. 354: Children and Armed Conflict and Mali - Mali | ReliefWeb

21-04th International Conference on SSD/PlanInternational_Open-letter-Abuja-Conference_FR.pdf (protectingeducation.org)

22-Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, DRC, Mali, Niger,Nigeria, Sierra Leone, Senegal, Togo , Endorsement – Safe Schools Declaration (protectingeducation.org)

23-JOURNEE DE L'ENFANT AFRICAIN MESSAGE D'ENFANTS DE DORI | Burkina Faso | Save the Children

24-Unprecedented School Closures Jeopardise the Future of Millions in West and Central Africa - Burkina Faso | ReliefWeb

25 -administrative units made up of villages

26–We do not want to be scared any longer (education.gov.ng)

27-OUTCOME-REPORT-ON-THE-ABUJA-CONFERENCE-ON-THE-SAFE-SCHOOLS-2021.pdf

28-National Policy on SSVFSN.pdf

29-EiEWGN NPSSS Scoping Study Final.pdf

30-Education en situation d'urgence : le plan d'action triennal glissant 2023-2025 approuvé - Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

31-brochure situation d'urgence (savethechildren.net)